ENTRETIEN AVEC ALAIN DE BENOIST
SUR LE TRAVAIL

1) *Ha ancora un senso, oggi, nell'epoca dell'informatizzazione totale, parlare del lavoro nei termini in cui questo poteva essere definito anche 10-15 anni fa ?*

Evidemment non. Deux faits essentiels sont à prendre en compte. D'une part, l'économie est désormais de plus en plus « immatérielle » : la production industrielle classique ne cesse de perdre de son importance au profit des services. D'autre part, et c'est le plus important, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'innovation en termes de moyens de production va plus vite que l'innovation en matière de produits. De plus en plus de tâches sont exécutées ou facilitées par des machines. Le résultat est que, pour la première fois également, on supprime davantage de travail que ne peut en créer l'extension des marchés. Alors que le système capitaliste a cherché historiquement à absorber une part toujours plus grande de l'énergie humaine dans le travail, la recherche d'une productivité toujours plus élevée l'amène aujourd'hui à remplacer la force de travail par des techniques nouvelles. On crée donc de plus en plus de richesses avec de moins en moins de travail et de moins en moins d'hommes. Les nouvelles techniques d'informatique et de robotique rendant l'énergie humaine « primaire » superflue, la production de richesses divorce de plus en plus de la force de travail traditionnelle. Cela signifie que le chômage devient une donnée structurelle, et non plus seulement conjoncturelle. Sauf circonstances exceptionnelles, on ne reviendra pas au plein emploi. Avec la révolution informatique et l'avènement d'une économie « immatérielle », la société du travail atteint sa limite absolue. L'une des raisons pour lesquelles le système est en crise est qu'il ne parvient pas à faire face à cette situation nouvelle.

2) *Riesce a immaginare una forma di rappresentanza sociale dei lavoratori che non s'identifichi con l'immagine riformista offerta dai sindicati più noti ?*

Tout comme les citoyens se reconnaissent aujourd'hui de moins en moins dans les partis politiques existants, les travailleurs se reconnaissent de moins en moins dans les syndicats de type classique. Le déclin des partis politiques se traduit par un renouveau du secteur associatif et des initiatives populaires de base, tandis que sur le front des luttes sociales, les syndicats sont de plus en plus remplacés par des « coordinations » ou des mouvements spontanés, à l'existence éphémère, qui agissent eux aussi à la base. Les deux phénomènes expriment une même crise de la représentation. Celle-ci s'inscrit dans une évolution plus générale, caractéristique de l'époque postmoderne, qui consacre la baisse d'influence des organisations de masse, des grands mouvements s'inscrivant dans la durée, des institutions surplombantes (étatiques ou autres), au profit des groupes d'action locale et des communautés.

A l'époque fordiste, le travail rationalisé avait été accepté par les masses dans la mesure où il ouvrait l'accès à la consommation. Un moment de consensus s'est alors esquissé : les entrepreneurs ont compris que s'ils salariaient trop mal leurs employés, le marché ne pourrait pas s'étendre, car les gens n'auraient pas les moyens d'acheter leurs produits ; les salariés, dans le même temps, ont pensé qu'ils avaient intérêt au maintien d'un système de production qui leur garantissait l'accès à un nombre toujours plus élevé de produits. Les intérêts bien compris des uns et des autres paraissaient ainsi se rejoindre. Ce consensus se brise nécessairement dès l'instant où le travail lui-même devient une denrée rare.

Mais ce ne sont pas seulement les formes de représentation qui sont en train de changer, c'est aussi la nature des revendications. Dans le passé, le mouvement social s'est le plus souvent borné à dénoncer les exigences du capital, sans s'interroger sur le travail lui-même. Le socialisme voulait « libérer le travail » (de l'aliénation capitaliste), mais non libérer l'homme *du* travail. Il se bornait à opposer capital et travail sans sortir de cette dialectique, sans réaliser leur identité logique comme catégories sociofonctionnelles d'une même formation sociale fétichiste. En cherchant à faire rétribuer le plus possible la force de travail, il en faisait du même coup une marchandise. En opposant l'intérêt des uns (les travailleurs) aux intérêts des autres (les patrons) — dans un contexte de croissance économique qui rendait de surcroît ce discours de moins en moins crédible —, il s'enfermait dans la logique de l'intérêt, qui est précisément le moteur psychologique du système du capital. Renchérissant sur la logique du travail, il favorisait paradoxalement l'intériorisation des contraintes qui en résultent. C'est de cette logique que l'on est en train de sortir. Les revendications ne s'expriment plus seulement en termes d'intérêts (qui, par définition, sont toujours négociables), mais en terme de valeurs (qui ne le sont pas). Elles ne portent plus seulement sur des quantités, les salaires par exemple, mais s'ordonnent aussi à des exigences de qualité de la vie. C'est une évolution fondamentale.

3) *Il lavoro nel XXI secolo : possibile individuare linee guida o possibili scenari al di fuori dell'omologazione globalista ? In che misura il lavoratore medio potrà sentirsi partecipe di un modello lavorativo di tipo europeo, asiatico, americano, etc. Piuttosto che di un modello standardizzato, uniforme ?*

La globalisation se présente actuellement comme un vaste processus de techniques et de forces convergentes qui tendent à unifier la Terre sous l'horizon de la marchandise. La terre s'unifie comme marché. Et ce marché est lui-même conçu comme fondamentalement homogène, c'est-à-dire comme déconnecté des particularités culturelles et des formes économiques particulières. Son extension se traduit donc par une homogénéisation grandissante des modes de vie, en même temps qu'elle apparaît dans les pays du Tiers-monde comme l'imposition unilatérale du modèle occidental américanocentré. Cette autonomisation de l'activité économique (et financière) a été l'œuvre séculaire de la modernité : dans les sociétés traditionnelles,

l'économie reste toujours « encastrée » — « *embedded* », dit Karl Polanyi — dans des structures sociales et des formes culturelles particulières. Elle est en outre regardée comme le domaine de la nécessité, c'est-à-dire comme le contraire du domaine de la liberté. Restituer au travail, et plus largement à l'activité humaine en général, des formes variées, recréer des « modèles » de travail distincts selon les grandes aires de civilisation, dépend de notre capacité à rompre avec le modèle dominant pour donner à la globalisation un autre contenu. La crise de la notion même de travail dans ce qu'elle a de plus abstrait peut probablement y aider.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que la globalisation tend à faire resurgir la « question sociale » dans des termes qui, en Occident tout au moins, avaient presque disparu depuis un siècle. Le déploiement extrêmement rapide des logiques économiques et financières planétaires fait en effet que les Etats-nations, non seulement deviennent impuissants à endiguer ces logiques, mais doivent se soumettre à un véritable « dumping » social, écologique et fiscal pour bénéficier des investissements des firmes transnationales. Les infrastructures nationales tendent ainsi à s'aligner sur les besoins du capital mondialisé, tandis que les appareils étatiques se bornent à gérer la crise dans un climat de déstabilisation générale de tous les secteurs menacés par les exigences de rentabilité (système social, système éducatif, système de santé, secteur culturel, protection de l'environnement, etc.). Cette situation, ajoutée à un chômage de type structurel, crée des formes nouvelles de paupérisme et d'exclusion. En théorie, plus un pays accumule de richesses, plus il serait normal qu'une part de ces richesses soit redistribuée. On assiste aujourd'hui au mouvement inverse : il y a de plus en plus de pauvres dans un monde globalement de plus en plus riche.

Enfin, on assiste à une déconnection grandissante entre, d'une part, l'économie réelle, et de de l'autre le système du crédit et l'activité spéculative des marchés financiers et boursiers. Pour maximiser plus rapidement leurs profits, les capitaux s'investissent d’abord sur les marchés financiers. Les bénéfices retirés de la production sont ainsi remplacés par des gains sur les cours ou des plus-values sur les titres financiers. Le gonflement de la « bulle spéculative » n'anticipe plus l'expansion économique réelle, mais se borne à simuler une accumulation inexistante. Cette autonomisation des marchés financiers permet une fuite en avant qui maintient tout le système en état de survie artificielle. Mais pour combien de temps ?

4) *Gli slogan sulle « 35 ore lavorative » hanno un senso, un perché, o si tratta solo della propaganda delle sinistre ?*

La baisse du temps de travail, due aux gains de productivité, est une donnée constante depuis deux siècles. Cette simple observation montre que, contrairement à ce que prétendent les organisations patronales, l'instauration des 35 heures ne saurait relever de la seule « propagande ». En France, plus de 108 000 accords relatifs aux 35 heures avaient été passés dans les entreprises à la fin de l'année 2001. Dans bien des cas, c'était la première fois

que les partenaires sociaux avaient l'occasion de négocier sur l'organisation et la répartition du travail. Les salariés ont ainsi pu acquérir une compétence dans un domaine considéré auparavant comme relevant de la seule responsabilité patronale. C'est un fait positif.

En 1996, le taux de chômage atteignait en France le taux record de 12,5 % de la population active. Nous sommes aujourd'hui retombés en dessous de 10 %. D'autre part, alors qu'à l'heure actuelle seuls 8,3 millions de salariés (sur un total de 15 millions dans le secteur privé) sont passés aux 35 heures, près de 400 000 emplois nouveaux ont été créés depuis l'entrée en vigueur de la réforme. L'instauration des 35 heures, par conséquent, non seulement n'a pas aggravé la situation, mais n'a pas empêché son amélioration. Bien entendu, la conjoncture était également favorable : les 35 heures ont été instaurées à un moment où la croissance était en expansion, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Mais si les 35 heures n'ont pas accéléré la croissance, elles n'en ont pas non plus brisé la dynamique. Cependant, il faut souligner que la baisse du temps de travail est surtout créatrice d'emplois dans les grandes entreprises, qui peuvent partager le travail entre un grand nombre de salariés, alors qu'il ne peut en aller de même, pour des raisons évidentes, dans les petites entreprises.

Il peut y avoir aussi des effets négatifs. L'instauration des 35 heures permet parfois aux chefs d'entreprise d'accentuer la flexibilité de l'emploi, en imposant les temps de congés qui leur conviennent le mieux. La réforme, par ailleurs, s'est généralement accompagnée d'un engagement de modération salariale, qui a pu se traduire par une stagnation du pouvoir d'achat. Mais sur ce point, il faut savoir où sont les priorités : consommer toujours plus ou vivre mieux ? Enfin, il y a le risque de renforcer les inégalités structurelles existantes, tant entre les travailleurs, selon la nature de leur statut ou la taille de leur entreprise, qu'entre les entreprises elles-mêmes : les salariés peuvent être dissuadés de rentrer dans les petites entreprises, qui n'ont pas les moyens d'appliquer les 35 heures, favorisant ainsi le recrutement de plus grosses.

5) *E cosa fare dell'eventuale tempo liberato ?*

Le « temps libre » est déjà une expressive significative, car elle révèle, a contrario, que le temps de travail est le plus souvent du temps aliéné ! Ce temps libre est appelé à croître, non seulement du fait de la diminution du temps de travail, mais aussi de l'allongement de la durée de la vie. Cela exige de repenser totalement les loisirs, pour faire en sorte que ceux-ci ne se ramènent pas à la simple consommation de marchandises (l'« industrie des loisirs », aujourd'hui en pleine expansion), à une emprise accentuée de la télévision ou à des activités soumises aux seuls critères de la « performance » et de la rentabilité. Il ne fait pas de doute qu'aujourd'hui, les gens ont tendance à penser même leurs loisirs selon les catégories du travail, c'est-à-dire en leur faisant perdre leurs qualités sensibles particulières pour les transformer en produits consommables indifférenciés. C'est tout un état d'esprit nouveau qu'il s'agit de créer. Cet objectif passe par la recréation d’un lien social de type

organique, progressivement détruit depuis trois siècles par la montée conjointe de l'étatisme et de l'individualisme libéral.

6) *L'uomo, la macchina e il lavoro : niente più classi né rappresentanze credibili, ma un lavoratore non qualificato, o un manager della Ibm, o un giornalistà, possono ancora pensare al proprio lavoro come a qualcosa di condivisibile con le altre categorie professionali ?*

Je ne pense pas que ce soit à partir de l'essence du travail que l'on peut fonder les conditions du vivre-ensemble. Alors que la logique du travail est aujourd'hui minée par ses contradictions, je suis plutôt frappé du fait que ceux qui doivent travailler le font de plus en plus et sont incités en permanence à travailler plus encore ! Les élites de la société du travail en sont elles aussi les victimes, même si elles en profitent par ailleurs. Ceux qui y appartiennent ne peuvent survivre qu'en travaillant toujours plus, sans la moindre marge d'autonomie, sans pouvoir se permettre le moindre état d'âme, avec l'obligation toujours accrue de satisfaire aux impératifs de la concurrence, du productivisme et de la rentabilité. La société tend ainsi à se scinder entre une part grandissante de la population qui devient superflue pour la production, mais reste nécessaire à la consommation, et une autre partie, engagée dans une course sans fin.

La « force de travail » qui compte le plus de nos jours est l'intelligence. Il y a de ce fait une grande probabilité pour que l'on aille vers une société méritocratique largement fondée sur le quotient intellectuel (QI). Autrefois, même l'idiot du village pouvait jouer un rôle social. Aujourd'hui, les individus à bas QI trouvent de moins en moins à s'employer, parce que les machines exécutent mieux qu'eux les tâches qui étaient auparavant les leurs, et parce qu'ils peinent à s'adapter aux techniques nouvelles. De plus en plus d'hommes deviennent ainsi superflus parce que leur force de travail est inemployable ou totalement dévalorisée. Dès l'instant où l'emploi cesse d'être la règle commune, alors que la logique du travail continue à régner dans les esprits (le statut de chômeur, par exemple, est toujours vécu comme une « honte »), la tendance à l'apartheid social ne peut que se renforcer.

7) *Ipotesi di riqualificazione semantica e pratica nel mondo del lavoro in senso generale : posibile ? A partire da quale prospettiva ?*

C'est notre regard sur le travail qu'il faut changer. Le travail ne se confond absolument pas avec la simple activité humaine, autonome et autodéterminée. L'Antiquité a constamment méprisé le travail, en y voyant un mal nécessaire, une corvée réservée aux esclaves. Hannah Arendt a lumineusement montré qu'à bien des égards, ce n'est pas parce qu'ils étaient des esclaves que les esclaves travaillaient, mais bien parce qu'ils travaillaient qu'ils étaient des esclaves. En latin, *laborare* signifie à l'origine « souffrir, éprouver une douleur » (sens que l'on retrouve lorsque l'on parle du « travail » de l'accouchement). Le mot « travail » vient de *tripalium*, qui a d'abord désigné un instrument de torture.

Le Moyen Age voyait lui aussi dans le travail une triste nécessité, certainement pas un idéal. La société d'Ancien régime comptait plus de jours fériés que la nôtre.

Les forces de « progrès », au contraire, n'ont cessé de prêcher une anthropologie qui fait de l'homme un *Homo faber* ou un *animal laborans*. A bien des égards, la modernité a consisté à imposer et à généraliser le travail salarié, en dépit d'énormes résistances, sous une forme exclusivement marchande, c'est-à-dire comme une activité isolée de toutes les autres relations sociales, ordonnée à la transformation de toute énergie humaine en production créatrice d'argent, celle-ci étant posée comme une fin en soi. Il fallait que le travail se transforme en marchandises, et que la marchandise se transforme en argent. Les marchandises représentaient l'abstraction-argent, dont le contenu était l'abstraction-travail. On a d'abord fait entrer les paysans dans le système du salariat, puis on y a fait entrer les femmes. On a aboli les anciennes franchises, qui garantissaient la gratuité de certains revenus. On s'est ensuite appliqué à soumettre le monde entier aux mêmes règles. L'éthique du travail fut travestie en « mission civilisatrice », et la colonisation déboucha sur la réinstauration de l'esclavage. C'est ainsi que le travail est devenu le vecteur principal de la production et de la valorisation du capital.

Depuis la Renaissance, toutes les forces occidentales de modernisation ont prêché le travail. C'était déjà le discours de l'Eglise, qui s'appuyait sur l'antique malédiction biblique (« Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ») et sur les epîtres de Paul (« Qui ne travaille pas ne mangera pas »). Ce fut celui de la bourgeoisie naissante, qui voyait dans le travail et l'accumulation du capital financier produit par le travail un moyen d'améliorer son statut social. Ce fut celui de l'Etat absolutiste, désireux d'accroître ses ressources fiscales en transformant en monnaie des échanges traditionnels auparavant insaisissables. Ce fut celui de la Révolution de 1789, qui affirma le « devoir de travail » et institua des « maisons de travail » pour y enfermer les « oisifs ». C'est tout naturellement devenu celui du capitalisme depuis l'époque de la révolution industrielle. Comme je l'ai déjà dit, le mouvement socialiste n'a pas fondamentalement remis en cause ce discours. Au lieu de critiquer le travail, à quelques exceptions près, comme Paul Laffargue et dans une certaine mesure Karl Marx, il s'est borné à défendre les revendications quantitatives des travailleurs. Socialistes et capitalistes étaient parfaitement d'accord pour dénoncer le mal social de l'« oisiveté », assimilée à du parasitisme « improductif ». Au XXe siècle, tous les courants politiques, démocrates, libéraux, fascistes et communistes, ont communié dans la même célébration du travail. A droite comme à gauche, les « vertus du travail », la « noblesse du travail », ont donné lieu au même pathos rhétorique. « *Arbeit macht frei* », lisait-on à l'entrée de certains camps de concentration. Et je crois bien que l'actuelle Constitution de la République italienne déclare encore que celle-ci est fondée sur le travail…

On a ainsi voulu faire du travail un aspect de la nature de l'homme, alors que, comme l'écrivait très justement Marx dans les *Manuscrits de 1844*, « le caractère étranger du travail apparaît nettement dans le fait que, dès qu'il

n’existe pas de contrainte, physique ou autre, le travail est fui comme la peste ». L’idée générale était que le travail était nécessaire à la satisfaction des besoins. Mais on constate que lorsque les besoins que l’on voulait satisfaire ont été satisfaits, on s’est hâté d’en créer de nouveaux pour justifier le maintien du travail, et au-delà, bien entendu, le maintien et le développement de la sphère de l’échange marchand, c’est-à-dire l’extension du marché. Cela montre clairement que le système du salariat et de la consommation marchande ne vise pas fondamentalement à satisfaire des besoins, mais représente une simple fonction d’un système général de valorisation de l’argent.

Toute une éducation nous a habitués à l’idée qu’il est à la fois normal et moral de travailler. C’est de cette éducation qu’il s’agit de se défaire pour remplacer peu à peu, dans toute la mesure du possible, le travail par l’activité librement choisie. La société actuelle continue à faire l’apologie du travail alors même que sa propre évolution rend le travail de moins en moins nécessaire. A partir du moment où un nombre de besoins grandissants peuvent être satisfaits avec une quantité de travail toujours plus faible, d’indispensables leçons doivent être tirées.

(*L’Officina*, Rome, février-mars 2002).